

Le nationalisme

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **8 (1916)**

Heft 3

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383107>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

de 20,000 quintaux, celle de la verrerie de 80,000 quintaux, celle du pétrole de 300,000 quintaux et enfin celle du fer est près d'un million de quintaux inférieure aux chiffres de 1913, année qui pouvait être considérée comme normale.

Après avoir examiné cette rapide statistique, l'on ne doit plus s'étonner du renchérissement de la vie et de la pénurie de certaines matières ou produits.

Au cours de l'exercice, l'administration a eu à s'occuper de 3906 contraventions relatives aux interdictions d'exportations; la plupart de ces contraventions ont été liquidées sur les bases d'amendes qui ont produit 69,122 fr. 60, plus 60,881 fr. 30 pour confiscations des marchandises. Dans 51 cas, les fautifs ont été renvoyés devant les tribunaux militaires. Au commencement de l'année, la contrebande des objets ou matières dont l'exportation était défendue, avait pris une si grande extension dans le Jura bernois, le long de la frontière française, que les agents du service des douanes étaient insuffisamment nombreux et que l'aide de la troupe a dû être requise pendant un certain temps. Par la suite, la frontière française ayant été entièrement fermée à toute circulation, cette aide n'a plus été nécessaire.



La Commission des fabriques

Le Conseil fédéral, dans sa séance du 24 mars 1916, et conformément à la loi sur le travail dans les fabriques, a constitué la commission des fabriques. L'article 85 de la loi du 18 juin 1914 dit expressément:

« Le Conseil fédéral nomme une commission dite « des fabriques » qui doit comprendre des hommes de science et des représentants, en nombre égal, des fabricants et des ouvriers.

Cette commission est appelée en particulier à donner son avis sur des questions que le Conseil fédéral doit régler par des ordonnances ou par des arrêtés d'ordre général. »

La commission est composée comme suit: Le chef du Département fédéral de l'économie publique est désigné comme président d'office. Les représentants de la science sont le Dr Roth, professeur d'hygiène à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, et M. Wild, conseiller national, architecte, à St-Gall. Comme représentants des fabriques: MM. Bonzanigo, ingénieur, président de l'Association industrielle tessinoise, à Bellinzona; le conseiller national Frey, vice-président de l'Association suisse du commerce et de l'industrie, à Zurich; le conseiller national Dr Odinga, fabricant, à Horgen; F. Piquet, président de la

Société suisse des entrepreneurs, à Genève; P. Robert, conseiller aux Etats, fabricant, à Fontainemelon; le conseiller national Scheidegger, ancien président du Gewerbeverein suisse, à Berne; Sulzer-Schmid, fabricant, à Winterthour; Syz, fabricant, à Zurich.

Comme représentants des ouvriers: MM. le conseiller national Greulich, secrétaire ouvrier suisse, à Zurich; G. Heymann, secrétaire de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers, à Berne; Mme Hüni, secrétaire ouvrière, à Zurich; M. Ch. Hubacher, secrétaire de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers, à Genève; Huggler, ancien secrétaire de la Fédération suisse des ouvriers métallurgistes, à Zurich; Pauli, secrétaire de la Fédération suisse des ouvriers sur bois, à Lausanne; Scherrer, président de la Fédération des ouvriers chrétiens de la branche technique, à St-Fiden; et le conseiller national Studer, à Winterthour.

Cette commission sera renouvelée chaque fois pour la période triennale valable dans l'administration fédérale. La période courante expire à fin mars 1918.



Le Nationalisme

M. F. de Wrangel, ancien directeur du Lycée Alexandre (collège des sciences politiques), Pétersbourg, actuellement à Ascona, a publié, il y a quelque temps déjà, dans la *Voix de l'Humanité* une étude des plus intéressantes sur « Le nationalisme comme principe constructif et destructif ». Nous la reproduisons, certains que nous sommes qu'elle intéressera les lecteurs de la *Revue*. Le problème du nationalisme est un de ceux qui laissent perplexes le monde des psychologues, tant la guerre nous l'a montré sous un jour spécial. Dans tous les cas, qu'il s'agisse du nationalisme des gouvernants et des diplomates ou de celui du peuple, nous ne saurions jamais nous intéresser assez à ce problème. Combien de faits, simples en apparence, se montrent compliqués si on se donne la peine de les analyser.

L'étude qu'on va lire sera utile à ce point de vue.

* * *

Le nationalisme comme principe constructif et destructif

Le nationalisme comme principe politique est de récente date. Il naquit lors des conspirations italiennes pour la libération du pays natal au temps de la domination autrichienne, et lors des déclamations d'idéalistes germaniques, persécutés d'ailleurs par la police de leurs différents pays, rêvant d'un Vaterland aux contours indécis.

Il prit des formes précises d'une politique avisée, ne perdant de vue ni le but suprême ni les moyens pratiques pour y arriver, une politique dont les représentants les plus marquants furent Cavour et Bismarck.

La guerre actuelle va mettre fin à cette ère nationaliste. Les liens qui rattachent l'individu à ses contemporains sont multiples et divers. Il a des concitoyens, sujets au même régime politique d'un Etat aux limites définies; il a des coreligionnaires ou — s'il est libre penseur — des confrères en athéisme ou panthéisme; il a ses collègues dans l'emploi ou dans le métier qu'il fait; s'il s'occupe de politique, qu'il soit conservateur ou radical, il trouve dans tous les pays des adhérents ou des adversaires de ses principes. Enfin, il appartient à une nationalité quelconque — il est de nationalité anglaise, française, italienne, allemande, russe, etc. Ces relations sont plus ou moins précises, dépendent plus ou moins de la volonté individuelle. On ne peut avoir aucun doute sur l'Etat dont l'individu est le citoyen. C'est une question de droit public et qui n'admet pas d'équivoque. L'Eglise qu'il fréquente, la foi qu'il professe sont, dans les pays civilisés, de son libre choix. Il peut les changer de son propre gré. Son métier et sa vocation dépendent de l'éducation qu'il a reçue, de ses inclinaisons et dispositions personnelles, mais, en principe, il en a le choix. Mais sa nationalité est *l'héritage de ses aïeux*.

Ces liens si divers rattachent l'individu à une partie de ses contemporains, le séparent de l'autre, et ce n'est que par exception que ces différentes attributions coïncident chez des gens se voyant journellement, se heurtant dans la même foule. Jadis, l'uniformité fut plus grande, l'humanité était plus sédentaire et plus stable; mais à l'époque actuelle, avec ses moyens de locomotion perfectionnés et mis à la portée de tout le monde, avec l'interchange des idées et des notions reliant toute la terre habitée par un réseau de fils télégraphiques et téléphoniques, les contrées civilisées, surtout les grandes villes qui leur donnent l'empreinte caractéristique, sont de vraies tours de Babel pour la diversité des opinions, des intérêts et même des langues.

Pendant chaque époque historique, l'un de ces liens qui constituent la société humaine dans son ensemble prime les autres, a une influence prépondérante, et, en cas de conflit, les hommes se rangent autour du drapeau portant comme enseigne ce principe dominant de l'époque. Au seizième siècle, ce furent les différences confessionnelles qui furent d'importance plus grande que ce ne furent les différences de nationalités ou de conviction politique.

Les catholiques de nationalités différentes se sentaient solidaires sur ce point essentiel, se soutinrent mutuellement en luttant contre des protestants ou en les persécutant d'accord. Les protestants faisaient de même. L'Europe se divisa suivant les confessions.

Pendant l'ère de la Grande Révolution, les légitimistes de toutes les nations et de toutes les confessions se soutinrent mutuellement, comme le firent les radicaux. C'était le principe dominant de l'époque.

A la veille de la guerre actuelle, on aurait cru que ce serait la question sociale qui rangerait tous les prolétaires et leurs partisans d'un côté et les bourgeois de l'autre; mais dès que la guerre éclata, on s'aperçut que le patriotisme national effaça toutes les autres différences: les socialistes de tous les pays se battent aussi vaillamment que leurs concitoyens bourgeois et les représentants socialistes des différents parlements votèrent, à peu d'exceptions près, les crédits militaires — au moins au début de la guerre. Ce fut une surprise pour les gens qui prennent à la lettre tous les discours et articles destinés pour une action de tactique électorale et n'évaluent pas à sa juste valeur l'action suggestive du milieu ambiant.

Il y a quelques pays où presque toute la population parle la même langue, appartient à la même Eglise. Dans ces pays, la nationalité coïncide avec la nation, il n'y a pas de divergence entre ces deux principes. Mais ce n'est pas le cas dans les Etats à population mixte: la Confédération suisse en présente un exemple marquant et instructif. Presque toutes les grandes puissances contiennent des populations qui diffèrent, en religion et en nationalité, de la majorité de la nation. Dans les Etats possédant des colonies, la nation dominante peut être même en minorité, comme c'est le cas pour la Grande-Bretagne.

Jadis c'étaient les chefs des Etats qui faisaient la guerre sans se soucier des sentiments de leurs sujets. Telles furent encore les guerres de l'ère napoléonienne, mais depuis ce n'est plus possible de mener une guerre sans le soutien moral du peuple dans sa totalité, et c'est pour cette raison que les gouvernants, ceux qui font la grande politique, forment les alliances, mêlent les cartes et prennent les décisions définitives, sont obligés de donner à leurs actions, quels qu'en soient les motifs réels, des buts et des motifs d'ordre idéal. Ils savent bien que ce ne sont ni le nombre des combattants ni la portée des canons qui décident, actuellement comme par le passé, des victoires et que l'enthousiasme guerrier d'un peuple moderne ne peut être embrasé que par l'illusion, plus ou moins fondée, qu'on se bat pour la bonne cause.

Toute l'organisation actuelle politique et même militaire des Etats civilisés est trop démocratique pour se pouvoir passer du soutien conscient de la majorité des citoyens, même dans les Etats aux institutions et aux mœurs

monarchiques. La conscription obligatoire appelant toute la population mâle aux armes est une institution essentiellement démocratique. C'est pour cette raison que les gouvernements sont obligés de guerroyer, non seulement aux champs de bataille qui s'étendent d'un bout du monde à l'autre et où le sang de l'élite mâle des nations civilisées est versé en torrents, mais aussi sur les feuilles des journaux et des publications officielles portant toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.

La tâche quelquefois ardue de trouver une raison idéale pour une guerre exigeant des sacrifices sans exemple, se simplifie dans les pays de nationalité unique. Pour un Français, un Italien, un Espagnol ou un citoyen des Pays scandinaves, il ne peut y avoir de doute de quel côté seront ses vœux pour la victoire une fois le pays natal engagé dans une guerre. Toutes les animosités de partis, toutes les divergences d'intérêts cessent devant le désir suprême et unique : que la patrie sorte victorieuse de l'épreuve.

La question se présente d'une manière bien différente dans les pays à population mixte. Pour un Slave de l'Autriche-Hongrie, pour un Polonais ou pour un Danois de la Prusse, il y a deux motifs qui ne coïncident pas. Il y a certainement l'obligation civique, soutenue par le serment de loyauté exigé de tous les citoyens appelés aux armes, qui ne laisse pas de doute sur les actes qu'on est forcé de faire et sur les actions qu'on ne peut commettre sans s'attirer des conséquences désastreuses. On peut bien ordonner ou défendre des actes, mais non des sentiments. Et voilà pourquoi nous assistons à ce spectacle curieux de voir la même guerre présentée sous des aspects bien différents, même de la part des alliés.

L'Autriche-Hongrie a déchaîné la guerre sous prétexte de punir un crime régicide et pour mettre fin aux conspirations ourdies pour réaliser les aspirations du nationalisme slave.

La Russie a déclaré cette guerre être la lutte suprême entre les races slaves et germaniques.

La France fut engloutie dans cette guerre par son alliance avec la Russie, alliance nouée dans l'espoir de regagner ce qu'elle avait perdu lors de sa dernière guerre, son ascendant politique et deux belles provinces dont l'une n'était certainement pas de nationalité française, mais rattachée à la France par des liens historiques et une sympathie à toute épreuve. Publiquement, cette alliance fut déclarée n'être qu'une garantie contre une attaque qu'on n'avait pas à redouter; mais il fallait bien donner à cette politique un motif pacifique pour ne pas effaroucher la majorité du peuple français, ne désirant qu'une paix honorable et ne se souciant guère d'aventures ambitieuses.

La Grande-Bretagne ne put ouvertement déclarer sa participation à cette guerre par le désir d'affaiblir sa rivale en commerce et en industrie. Ce fut la neutralité de la Belgique qu'on protégea et le militarisme prussien qu'on combattit.

L'Allemagne enfin déclara la guerre à la Russie, puisqu'elle était l'alliée de l'Autriche-Hongrie, se trouvant dans l'alternative de lier son sort ou à la Russie ou à son ancienne rivale — l'empire des Habsbourg. La politique traditionnelle des Hohenzollern, ainsi que les testaments politiques des deux principaux fondateurs de l'empire germanique, de Bismarck et de Guillaume I^{er}, exigeaient le maintien de bonnes relations avec le voisin, formidable comme adversaire, présentant comme ami tous les avantages d'un pays à l'industrie arriérée et aux besoins rapidement croissants d'un peuple jeune et plein de ressources.

L'antagonisme entre la Russie et l'Autriche-Hongrie avait sa source idéale dans les théories panslavistes et sa cause réelle dans la rivalité politique sur les Balkans. Pour l'Autriche-Hongrie, la prépondérance sur les petits Etats slaves était d'importance vitale, puisque cela touchait aux bases mêmes de ce conglomérat de nationalités diverses, rattachées uniquement par un lien dynastique. Outre cela, les Balkans forment le pont unissant les pays du centre européen avec le proche Orient et le libre accès à la Méditerranée n'est possible qu'à condition d'une domination politique dans le littoral habité par des Italiens et des Slaves.

Pour l'Allemagne, la tâche de rester en bonnes relations avec ses deux voisines, pour n'avoir rien à craindre de la rancune de la troisième, fut au-dessus de l'habileté de sa diplomatie.

Elle ne put y réussir qu'autant que les forces expansives de la Russie ne furent engagées que du côté de l'Asie centrale et de l'Extrême-Orient. C'est pour cette raison que l'Allemagne a toujours soutenu ces aspirations russes, tandis que la Grande-Bretagne les contrecarra partout.

Après la défaite de la guerre japonaise, la Russie trouva l'Angleterre toute prête à la soutenir dans le proche Orient, et l'entente entre les trois puissances en fut la conséquence. Dès lors, la situation de l'Allemagne devint critique et il aurait fallu beaucoup de tact et de savoir-faire pour n'y pas échouer.

Cela avait réussi à l'occasion de l'annexion des provinces serbes de l'empire Ottoman, occupées depuis 1878 par l'Autriche-Hongrie comme mandatrice des puissances rassemblées au Congrès de Berlin. La rupture entre les rivales aspirant toutes les deux à la suprématie aux Balkans fut évitée grâce à l'intervention de l'Alle-

magne d'autant plus aisément que l'arrangement entre Aehrenthal et Isvolsky, conclu préalablement à l'annexion, l'avait virtuellement sanctionnée d'avance. Cet arrangement, concernant le libre passage du Bosphore, ne put se réaliser à cause de l'opposition de l'Angleterre, et la blessure faite à l'amour-propre de la Russie resta ouverte et fut de nouveau froissée par les événements de Sérajevo et l'attitude provocante de l'Autriche.

L'Allemagne, soutenant son alliée, ne montra pas assez d'égards pour la susceptibilité russe, croyant que la solidarité des intérêts monarchiques ainsi que les dispositions pacifiques de l'empereur Nicolas II l'emporteraient sur les forces qui poussaient à la guerre. Ce calcul ne fut pas justifié par les événements, la guerre éclata, bien que contre le gré de Guillaume II, qui n'y pouvait rien gagner en risquant tout.

* * *

Et maintenant, après 20 mois de carnage, quel est le motif qu'on donne pour justifier l'obstination avec laquelle on décline même de parler de paix, même d'y penser avant une victoire décisive?

Quel est maintenant le but idéal qu'on poursuit? Il y a un but commun que toutes les puissances belligérantes professent, c'est une *paix durable*. On veut les garanties pour que ces horreurs ne puissent se répéter.

C'est le but commun. Si les hommes étaient des êtres raisonnables, ils devraient, ayant un but commun, se réunir et s'entendre sur la manière la plus sûre, la plus efficace et la plus prompte pour y arriver. Mais on est atteint de la « psychose des belligérants ». On ne veut pas s'entendre, on veut vaincre à tout prix, et quel prix!

(A suivre.)



Dans les fédérations

Chez les métallurgistes et horlogers

Cette fédération, durement éprouvée au début de la guerre, en raison du chômage, plus particulièrement en ce qui concerne l'horlogerie, traverse actuellement une période relativement bonne. Chez les ouvriers métallurgistes le travail abonde, ce qui a permis à la fédération de poser des revendications dans plusieurs régions. Ces revendications, qui touchaient aux salaires, ont été accordées par le monde patronal sans qu'il ait été nécessaire d'avoir recours à la grève. Il est vrai que pour les patrons la période actuelle est des meilleures.

Deux grèves importantes ont eu lieu. La première touchait un millier d'ouvriers de la fabrique de locomotives de Winterthour, et avait pour cause le renvoi, par mesure anti-syndicale, de deux ouvriers. Après huit jours de grève, la direction s'obstinant à prétendre qu'il ne s'agissait pas de mesure anti-syndicale et, d'autre part, les deux ouvriers ayant déclaré ne plus vouloir reprendre le travail à la fabrique de locomotives pour ne pas prolonger la grève, le travail recommença. Le personnel a obtenu certains avantages concernant le travail aux pièces, le fonctionnement de la commission ouvrière et une augmentation générale du 5 pour cent.

La deuxième grève fut le fait d'ouvriers non-syndiqués des ateliers de mécaniques de la SIM, S. A., à Morges. Quatre-vingt-dix ouvriers se sont mis en grève pour obtenir le renvoi d'un contremaître duquel ils avaient à se plaindre. Après deux jours et demi, un arrangement stipulant que le chef incriminé serait déplacé, sans commandement sur les ouvriers, que tous les ouvriers mariés toucheraient une augmentation de 2 ct. par heure et que les décrets relatifs aux heures supplémentaires seraient appliqués, mettait fin à la grève. La Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers, qui s'est occupée de ce conflit sur la demande des intéressés, comptera, avant qu'il soit long, une nouvelle section.

Chez les horlogers, la situation est meilleure qu'on aurait osé l'espérer il y a une année. La fabrication de la montre bracelet, ordinaire, appelée plus couramment « montre de guerre », occupe un grand nombre d'ouvriers et nécessite même, pour plusieurs fabriques, des prolongations de la durée normale du travail. D'autre part, certaines fabriques se sont organisées pour la fabrication de munitions et de boussoles. Si ce n'était le coût toujours plus élevé de la vie, les ouvriers de la métallurgie et de l'horlogerie traverserait la période de guerre sans trop de difficultés.

* * *

Chez les peintres et plâtriers

Cette fédération vient de publier son rapport d'activité pour 1915. Les ouvriers peintres et plâtriers sont de ceux que la guerre a le plus durement éprouvés. La crise du bâtiment s'est fait sentir immédiatement; des hôtels en construction au moment de la déclaration de guerre sont restés dans l'état où ils étaient alors; dans les villes, de nombreux bâtiments projetés n'ont pas été commencés et ne le seront, très probablement, pas avant la fin de la guerre; chez les particuliers, on a également évité de construire pendant la fâcheuse période que nous traversons.